

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

PREFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS
DE L'ETAT

Bureau de l'environnement et
des espaces naturels

28.01.98

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

prescrivant des mesures d'urgence à la COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE (C.R.R.)
B.P. 40 - Route départementale 37 à 67116 REICHSTETT

**LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN**

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et plus particulièrement son article 6 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'incident qui s'est produit sur l'îlot de chargement n° 6 de la gare routière le 27 janvier 1998 ;
- VU la déclaration d'incident adressée par la COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, par télécopie du 27 janvier 1998, indiquant la mise à l'arrêt de la gare routière pour procéder aux vérifications nécessaires ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 28 janvier 1998 ;

CONSIDERANT que les investigations menées par la COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE n'ont pas encore permis de déterminer complètement les causes de l'incident ;

CONSIDERANT toutefois que cet incident aurait pu entraîner des conséquences graves pour la sécurité des personnes ;

CONSIDERANT la nécessité et l'urgence de réaliser toutes les évaluations nécessaires et de mettre en oeuvre les remèdes de nature à éviter le renouvellement d'un tel incident avant remise en service des installations ;

CONSIDERANT que cette urgence ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du conseil départemental d'hygiène ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

.../...

ARRETEArticle 1 :

Avant redémarrage des installations de chargement de la gare routière de la COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE à REICHSTETT, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées :

- un rapport écrit sur les causes de l'incident du 27 janvier 1998 ayant conduit à l'électrisation d'un chauffeur sur l'îlot n° 6 de la gare routière,
- la justification des dispositions adoptées pour éviter le renouvellement d'un incident de cette nature sur l'ensemble des postes de chargement,
- et le rapport de contrôle, par un organisme agréé, des mesures prises.

Article 2 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le maire de REICHSTETT,
les inspecteurs des installations classées de la DIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE.

Pour ampliation

P. le Secrétaire Général
L'Adjoint Chef de Bureau

E. le Seigle

M.E. LE SEIGLE



STRASBOURG, le 28 JAN 1998

LE PREFET,
Pour le Préfet,
le secrétaire général,

P. Guinot-Delery

Pierre GUINOT-DELERY

Délais et voie de recours :

(Article 14 de la loi n° 76-663
du 19 juillet 1976 modifiée relative
aux installations classées pour la
protection de l'environnement)
La présente décision ne peut être
déférée qu'au tribunal administratif.
Le délai de recours est de deux mois
pour le demandeur ou l'exploitant.
Le délai commence à courir du jour
où la présente décision a été notifiée.